



Henri Ménudier\*

## De Horst Köhler à Christian Wulff L'élection présidentielle du 30 juin 2010

Pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale d'Allemagne et de façon tout à fait inattendue, le Président de la République fédérale, Horst Köhler, CDU, a démissionné le 31 mai 2010 en mettant fin immédiatement à ses fonctions. L'engouement suscité par la candidature d'une personnalité aussi attachante que le pasteur Joachim Gauck, sans parti politique, soutenu par le SPD et les Verts, a partiellement transformé l'enjeu de l'élection en une prise de position pour ou contre la chancelière Angela Merkel et son gouvernement CDU-CSU/FDP, devenu très impopulaire. La victoire au troisième tour seulement du candidat gouvernemental, Christian Wulff, CDU, chef du gouvernement régional de Basse-Saxe, le 30 juin, a créé une véritable sensation car les deux partis détenaient une large majorité absolue dans la Bundesversammlung (Assemblée fédérale), dont la seule fonction est d'élire le Président de la République. Très différent du précédent, le nouveau couple présidentiel, jeune, dynamique et photogénique, incarne maintenant la famille recomposée qui a traversé des épreuves avant de connaître la réussite. Au cours du mois de juin, la République fédérale a ainsi vécu une expérience politique assez exceptionnelle qui se décompose en trois moments forts : la démission du Président Köhler, la lutte entre les candidats et les votes du 30 juin. Il est intéressant d'observer le fonctionnement des institutions, ainsi que le rôle des partis et des personnalités politiques ; il convient également d'évaluer l'impact des problèmes politiques, économiques et sociaux sur les choix à faire. Confrontée à la crise, la démocratie allemande se révèle avec ses forces et ses faiblesses, ses espoirs et ses inquiétudes.

### La démission de Horst Köhler

#### « Horst, qui ? »

Né le 22 février 1943 à Skierbieszow (Gouvernement général, Pologne), dans une famille paysanne nombreuse, Horst Köhler a connu plusieurs déracinements avant de faire une brillante carrière en Allemagne et sur le plan international. Ses parents, d'origine allemande, implantés dans la Bessarabie roumaine, furent déplacés dans la partie de la Pologne occupée par la Wehrmacht. Fuyant devant

\* H. Ménudier. Professeur honoraire de l'Université Paris 3 - Sorbonne nouvelle.

les troupes soviétiques, la famille s'installe en 1944 près de Leipzig. En 1953, la collectivisation des terres en RDA la pousse à se réfugier à l'Ouest ; après plusieurs années dans des camps d'accueil, elle se fixe à Ludwigsburg dans le Bade-Wurtemberg. Horst Köhler fait des études d'économie à l'université de Tübingen qu'il termine en 1977 par un doctorat.

Il occupe rapidement des postes importants au ministère fédéral de l'Economie ou à celui des Finances, notamment comme secrétaire d'Etat aux Finances, de 1990 à 1993, sous Theo Waigel, CSU. Il obtient ensuite des fonctions prestigieuses : président fédéral des Caisses d'épargne (1993-98), président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Londres (1998-2000). Puis il rejoint Washington où il succède au Français Michel Camdessus comme Directeur général du Fonds Monétaire International. En 2003, l'université de Tübingen lui décerne le titre de professeur honoraire. En mars 2004, Angela Merkel, présidente de la CDU et Guido Westerwelle, président du FDP, le choisissent, à la surprise générale, comme candidat à la présidence de la République afin d'illustrer leur volonté de former bientôt un gouvernement de coalition. Il est élu et réélu dès le premier tour, avec la majorité absolue plus une voix en 2004 et tout juste la majorité absolue en 2009 ; il est opposé chaque fois à la même concurrente SPD, la politologue Gesine Schwan.

Peu connu au début de son mandat, à tel point que la presse l'appelle parfois « Horst, qui ? », il affiche une conception exigeante de sa fonction, il se veut « ouvert », mais « pas commode » si nécessaire. Il empêche ainsi le chancelier Schröder, qui veut faire l'économie d'un jour férié, de déplacer la fête nationale de l'unité allemande, le 3 octobre, au dimanche le plus proche. Refusant en 2006 de signer deux textes de loi, il ajoute qu'il n'est pas « un automate de la signature ». Il prononce en 2005 la dissolution du Bundestag proposée par Schröder, bien que celle-ci pose des problèmes juridiques. Il incite sa protectrice, Angela Merkel, à s'engager davantage dans la politique des réformes, surtout en matière d'éducation et de formation, un de ses thèmes de prédilection. Après bien des hésitations, il refuse de gracier le détenu Christian Klar, un ancien terroriste de la Bande à Baader. Il se fait remarquer également par son hostilité à l'introduction du salaire minimum dans le secteur postal et par des mots très durs contre les spéculateurs de la finance internationale, « un monstre qui doit être remis à sa place ». Le 3 mai 2010, il est le premier Président de la République fédérale à se rendre au camp de concentration de Dachau, où quelque 45 000 déportés furent exterminés entre 1933 et 1945. Son engagement en faveur de l'Afrique et de ses habitants est unanimement salué. Lors de sa dernière apparition publique, le dimanche 30 mai en matinée, il préside d'ailleurs au Château de Bellevue, le siège de la présidence, la présentation d'un livre sur l'Afrique. Il prend congé de l'ambassadeur du Burkina Faso en lui confiant : « Je vous verrai bientôt dans votre village ». Il doit en effet se rendre début juin dans ce pays et rencontrer ensuite la « Mannschaft » qui recueille des lauriers à la Coupe du monde de football, en Afrique du Sud.

## **L'interview du 21 mai**

Son destin politique se noue le vendredi 21 mai. Avec l'avion gouvernemental « Theodor Heuss », après un passage à l'exposition universelle de Shanghai, il fait

en Afghanistan une brève visite, tenue préalablement secrète pour des raisons de sécurité, aux troupes allemandes stationnées à Mazar-e-Charif, au nord du pays. Lors du vol retour vers l'Allemagne, le journaliste Christopher Ricke recueille un entretien destiné à la chaîne publique « Deutschlandradio Kultur » de Berlin et repris par le Deutschlandfunk de Cologne. Ce n'est pas un piège, le Président répond à une question toute simple sur le sens de l'engagement militaire allemand en Afghanistan : « A mon avis, nous sommes en train de comprendre qu'un pays aussi important que le nôtre, qui mise sur le commerce extérieur et qui dépend par conséquent de ses exportations, doit défendre militairement ses intérêts, la liberté du commerce et d'échanges. Il doit lutter contre l'instabilité de régions entières parce qu'elle a des conséquences sur nos échanges commerciaux, notre emploi, nos revenus ». Ces deux phrases, mal pesées, suscitent rapidement des réactions sarcastiques, relayées par internet. L'opposition SPD dénonce la diplomatie du canon, chère à Guillaume II. Le ministre fédéral de la Défense, zu Guttemberg, CSU, précise que : « les intérêts économiques ne justifient pas le déploiement militaire en Afghanistan ». Les services de la présidence de la République publient en vain, le 27 mai, un communiqué rectificatif selon lequel l'entretien visait les interventions de la Bundeswehr contre les actes de piraterie – ce qui ne ressortait pas clairement de la déclaration originale.

Le lundi 31 mai, l'hebdomadaire Der Spiegel (n° 2010) sort un article au vitriol, intitulé : « Horst Lübke », associant le prénom de Köhler au nom de Heinrich Lübke, CDU, président de la République de 1959 à 1969, célèbre pour ses bourdes. C'est lui qui s'adressa un jour à un public africain en disant : « Mesdames et Messieurs, chers nègres ». Le sous-titre de l'article prémonitoire ne prend pas de précautions : « Le chef de l'Etat se blâme avec ses déclarations sur l'Afghanistan. Au château de Bellevue, l'effroi domine. Comment va-t-il surmonter les quatre dernières années de son mandat ? ». L'article relève « une perte d'autorité dramatique » au cours des derniers mois et un mauvais fonctionnement des services de la présidence, suite aux départs inhabituels de hauts fonctionnaires.

Ce même lundi 31 mai, à 9 heures, la séance de travail habituelle entre le Président et ses principaux collaborateurs porte sur les articles critiques du week-end, Spiegel, Tagesspiegel/Berlin, FAZ... Les collaborateurs du Président ignorent l'objet de la conférence de presse convoquée de toute urgence, à 14 heures. Entretiens, H. Köhler a prévenu par téléphone de ses intentions les présidents du Bundesrat, du Bundestag, et de la Cour fédérale constitutionnelle, ainsi que le président du FDP. Angela Merkel, retenue à Berlin par une réunion de la direction de la CDU, est une des dernières personnes à être mise dans le secret. Elle adjure en vain le Président de revenir sur sa décision. Visiblement ému, à côté de son épouse Eva Luise, à 14 heures, et en quelques minutes seulement, il annonce devant la presse sa démission « avec effet immédiat ». Il avance deux raisons : 1 – Les critiques à propos de ses déclarations sur les interventions extérieures de la Bundeswehr traduisent « le manque de respect nécessaire pour ma fonction », 2 – le reproche selon lequel il approuverait des interventions de la Bundeswehr non conformes à la Loi fondamentale est totalement injustifié.

Refusant de répondre aux questions, il quitte la présidence en tenant son épouse par la main. Il reviendra brièvement deux jours plus tard pour retirer quelques affai-